

Événement

Arc International :
Fin de l'intermède des "Autonomes"

Frédéric Specque (CGT) élu secrétaire du CE

Changement de direction à la tête du comité d'entreprise d'Arc International ; lundi dernier, en effet, les élections professionnelles ont été vécues comme un nouveau souffle par les syndicalistes de la CGT, de FO et de la CFDT. La situation nouvelle créée par la diminution des effectifs a amené automatiquement la baisse des représentants du CE ; les "Autonomes" ont obtenu six voix, la CGT, trois ; FO, deux et la CFDT, deux. L'union de ces trois syndicats a clarifié une situation de lutte avec l'élection qui en découle de Frédéric Specque au poste de secrétaire du comité d'entreprise.



Frédéric Specque, nouveau secrétaire du comité d'entreprise (en discussion, ici, avec Evelynne Largillière, ancienne secrétaire de la CGT). Ph. Liberté 62

La première préoccupation est bien sûr l'emploi et la défense des emplois et le nouvel élu en fait la priorité des priorités. C'est sur cette base de revendications fondamentales que s'est faite l'union des trois syndicats. Précisons que l'accord de méthode voulu par la direction a été rejeté en son temps (2004) par les élus syndicaux de la CGT et de FO.

Frédéric Specque, 41 ans, a vingt années d'ancienneté dans l'entreprise avec diverses activités comme à l'usine 1 et à l'atelier S1. Force est de constater que l'action de la CGT est un élément de l'action face à une direction qui n'a pas pour habitude de discuter avec les partenaires sociaux.

Précisons aussi que le mandat d'Olivier Cheidler, CGT, (jusqu'en 2007) à la tête du comité d'entreprise a été un défi permanent pour la défense de l'outil de travail et des postes de travail dans un contexte de restructurations profondes. Tout cela fut rappelé lors d'une manifestation organisée par

le comité d'entreprise en juin 2007 pour le départ en retraite d'Olivier Cheidler. La CGT par la voix de Frédéric Specque, alors délégué syndical. La détermination est une qualité fondamentale dans l'activité syndicale que l'on peut aisément ajouter à la clairvoyance. Cette activité, reconnue par les salariés, est à l'opposé des manœuvres mises en place par la direction avec des syndicalistes "plus dociles".

Mais aujourd'hui, précise le nouveau secrétaire du comité d'entreprise, les relations avec son prédécesseur Guy Foubé sont correctes. Il y a donc bien un changement d'ambiance intersyndical à l'intérieur de l'entreprise. L'intermède des Autonomes est terminé.

Quel avenir ?

La situation actuelle à Arc International n'est guère favorable, ni aux salariés, ni à l'emploi, ni à l'avenir d'une des plus grandes entreprises privées du pays. C'est le moins que l'on puis-

se dire. Depuis l'automne 2004 et le lancement par la direction de l'accord de méthode, (2659 suppressions d'emploi transformées en pré-retraites payées par l'État), tout est chamboulé. La direction évoque toujours la palinodie d'aucun licenciement sec. Et cette situation devient de plus en plus inquiétante pour toutes celles et tous ceux qui y travaillent. La stratégie d'Arc International est préoccupante et le mécontentement est général à l'intérieur de l'entreprise.

"C'est une crise sans précédent, à Arc International, commente la CGT. Nous sommes dans un mouvement généralisé de stagnation, voire de réorientation complète des produits. Tous les secteurs nous préoccupent et l'unité "Cristal" de Blaringhem appartient désormais au passé. C'est la fin de tout un savoir-faire, c'en est fini du produit historique de la société. Le Cristal, qui est une image de marque, sera toujours commercialisé mais produit ailleurs".

C'est un bouleversement total des activités de l'entreprise car en définitive, d'ici 2010, la direction veut diviser de moitié les emplois existants. Et l'État met la main à la poche pour le financement des

pré-retraites ; 511 départs en pré-retraites vont avoir lieu (pour des salariés nés en 1954, 1955). Sur les 1645 "pris" par l'État en 2004, seuls 1134 ont eu lieu fin 2007.

La direction avance ses chiffres en tenant compte du "solde prévisible" de départs de 562 postes déjà annoncés - suite de l'accord de méthode 2004-2008 plus les départs prévus en 2009 et 2010 - ainsi que des 511 prochains départs en préretraite, cela fera un solde de 611 départs sur la période 2009-2010.

Externalisations

Les externalisations, les mutualisations, les filialisations tout cela a pour but de faire baisser les effectifs. D'autres salaires (en diminution), d'autres conditions de travail, d'autres horaires, une autre organisation voient le jour avec des périodes de chômage partiel. La direction déclarait récemment "nous n'hésiterons pas à prendre des décisions difficiles lorsqu'une activité se révélera non rentable", ce qui est fait avec l'arrêt du four B et la fin de la production de cristal prévue. Le produit historique disparaît. Il n'y a pas si longtemps, un

membre du conseil de surveillance disait tout haut "sur la rentabilité, il faudra aller plus loin ; nous sommes en retard !"

Quant à la mise en route de Saverglass, au début de l'année 2008, sur le site d'Arques, cédé, par Arc International, avec de fortes subventions publiques, cela ne doit pas être l'arbre qui cache la forêt. Cette situation ne l'est assurément pas pour les salariés de l'Audomarois.

Refuser toute résignation, c'est aussi le sens d'une action syndicale pérenne. C'est une bataille de longue durée. Un processus de destruction de ce qui a fait la force d'Arc International est en route. Les effets boomerang sont constants, les sites de par le monde (Emirats, Chine, Espagne, Roumanie, États-Unis) sont voués à se développer au détriment du site d'Arques. Préserver le site est possible, mais cela doit découler d'une volonté basée sur un projet industriel.

Aujourd'hui, la crise a bon dos et ce sont toujours les travailleurs qui paient les dégâts du capitalisme.

Pierre Pirierros

É
d
i
t
o

ATTAQUE EN RÈGLE CONTRE NOS COLLECTIVITÉS

COUPLÉE au projet de loi des finances 2010, la réforme territoriale annoncée par Nicolas Sarkozy et son gouvernement, mettent en pièce la démocratie locale, la liberté et l'autonomie des collectivités.

Après la privatisation de plusieurs entreprises publiques, la réduction massive des milliers d'emplois publics, le Président lance une nouvelle offensive, contre nos concitoyens.

Parce qu'au-delà de l'attaque en

règle, qu'il est en train d'organiser contre la République, contre les élus de proximité, se sont les familles françaises une fois de plus qui vont payer la note.

Cette réforme qu'il qualifie de «moderne» accompagne celle de la fiscalité portant en son sein la diminution des dotations aux collectivités et la suppression de la Taxe Professionnelle.

Dans notre région, dans notre département où un nombre important de familles souffre déjà cruel-

lement, nous serons demain confrontés à deux choix :

- Priver nos concitoyens de prestations, que les communes mettent à disposition dans les domaines sociaux, culturels, sportifs, scolaires ou...

- Pérenniser ces services avec une augmentation considérable des impôts locaux.

Bien évidemment ce projet n'a pas qu'un seul but ; il répond également, aux exigences du Medef qui veut toujours plus, qui

souhaite surtout aujourd'hui en finir avec les services publics pour satisfaire la boulimie du secteur privé.

Promesses que Sarkozy avait faites à ses amis les patrons.

Dans cette période, notre responsabilité est importante, elle n'est pas et ne doit pas être qu'une affaire d'élu(e). Nos populations doivent être informées du danger qui pèse.

Ensemble nous devons agir, c'est le sens que nous allons donner à

notre campagne pour les élections régionales qui sera fortement marquée par cette nouvelle attaque contre la République.

Le Parti Communiste a décidé de faire de cet enjeu une des questions prioritaires. Cette affaire concerne chaque citoyen dans sa vie quotidienne, nous devons aider à l'action, il faut se mobiliser de toute urgence pour combattre ce projet qui est d'une extrême gravité.

Cathy Apourceau